



Le 10 SEPTEMBRE 2013
JE FAIS GREVE ET JE VAIS MANIFESTER.
DE L'ARGENT IL Y EN A
POUR NOS RETRAITES ET NOS SALAIRES !!

1993, réforme Balladur :

Augmentation de la durée de cotisation de 37,5 ans à 40 ans pour le privé.
Création de la décote : - 10 % par année de cotisation manquante;
Augmentation de la durée de carrière de référence : 25 années au lieu de 10;
Désindexation des pensions de retraites, alignées sur l'inflation et non plus sur l'évolution des salaires : baisse des pensions.

2003, réforme Fillon :

Généralisation de la décote aux fonctionnaires.
Augmentation de la durée de cotisation à 40 ans pour tous.

2010, réforme Woerth :

La retraite à 62 ans et augmentation de la durée de cotisations à 42 ans.
67 ans pour partir sans décote quand il manque des trimestres.

Ça suffit !

Le Medef, ses alliés et les gouvernements successifs n'ont pas cessé d'attaquer nos droits.
La part des profits augmente, celle des salaires et des retraites diminue. Le déficit de la Sécu s'aggrave parce qu'on diminue ses ressources.
Ces différentes réformes sont complaisamment inscrites dans les exigences de l'Europe du libéralisme. Ces dispositions ont aggravé la situation des retraités et fragilisé celle des futurs retraités. Elles vont à l'encontre des propositions des organisations syndicales CGT, FO, FSU et de la FGRFP (Fédération Générale des retraités de la fonction publique) pour une pérennisation de notre système par répartition et à l'encontre de l'ensemble des acquis gagnés par les salariés.

Le gouvernement fait ces réformes pour piller notre protection sociale et la remplacer par des fonds de pension privés qui leur permettront de faire des profits.
Au contraire, pour financer nos retraites, il faut augmenter les salaires et en finir avec les exonérations de cotisations et en finir avec les politiques d'austérité dictées par l'Europe.
Pour y parvenir, il nous faut amplifier les mobilisations dans la rue mais surtout dans l'entreprise pour l'aboutissement de nos revendications (revalorisation immédiate et conséquente du SMIC, augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux, arrêt des exonérations de cotisations,...).

Hollande et son gouvernement, à la demande pressante de la Commission Européenne, continuent d'appliquer la politique libérale de la droite et détricotent petit à petit les différentes conquêtes des salariés. Alors qu'il faudrait s'attaquer aux puissants de la finance et du libéralisme, il répond à leurs exigences qui aggraveront la pauvreté et la malléabilité des salariés qui voient leurs droits constamment régresser.

Pérenniser le système solidaire de retraite par répartition nécessite de réparer les injustices dues aux précédentes réformes, notamment sur l'âge de départ, le mode de calcul, les décotes, etc. Il faut sortir des logiques qui ont diminué le niveau des pensions et créé des inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

L'allongement de la durée de cotisation, déjà engagé, fixe des conditions inaccessibles aux plus jeunes dont la durée d'étude, de formation, de recherche d'emploi est allongée par rapport aux générations antérieures.

Les dividendes des actionnaires explosent et ponctionnent la majorité des richesses créées par les travailleurs. Le gouvernement accorde 20 Milliards d'Euros de crédits d'impôts aux entreprises en plus des 180 millions d'exonérations de cotisations sociales déjà acquis.

Les richesses existent ; le financement des retraites est possible, tout particulièrement en améliorant le pouvoir d'achat des salariés et en créant des emplois. Il est urgent d'augmenter l'ensemble des salaires, du privé comme du public, ce qui impose d'en finir avec le gel du point d'indice des fonctionnaires et de revaloriser réellement le SMIC.

Il est nécessaire de redonner confiance aux salariés, particulièrement aux jeunes générations qui vont être les plus touchées par la réforme Hollande-Ayrault.

Les seuls créateurs de richesse sont les travailleurs, le capital ne crée rien.

Le gouvernement actuel dit de gauche ne remet pas en cause les précédentes réformes. Il les poursuit avec l'allongement de la durée de cotisations (43 annuités en 2035) et ne revient pas à la retraite à 60 ans (pourtant dans les promesses électorales de 2012 du PS). Pire encore, l'ensemble du coût de cette réforme ne sera supporté, comme d'habitude, que par les seuls salariés, chômeurs et retraités !!!

Partout des assemblées de personnel doivent avoir lieu afin de décider des actions à mener.

Seule la mobilisation mettra fin aux décennies de recul social que nous venons de vivre. Il est temps de reprendre le chemin du progrès social pour un changement de société.

Pour changer de cap et faire face à cette situation, il faut rompre avec les politiques d'austérité, mises en œuvre en France comme dans toute l'Europe et impulsées par le FMI, la BCE et la Commission Européenne.

**Le 10 septembre,
imposons d'autres choix au gouvernement :**

- **Arrêt des suppressions d'emploi dans le privé et dans le public**
- **Augmentation de l'ensemble des salaires**
- **Retour à la retraite à 60 ans pour tous et à taux plein.**

toutes et tous en grève et manifestations !

BOURGES	10 h 30	Place Séraucourt
VIERZON	10 h 30	Forum République
ST-AMAND	10 h 30	Place Carrée
ST-FLORENT	10 h 30	Place de la République
LA GUERCHE	10 h 30	Place du Général de Gaulle
AUBIGNY S/NERE	17 h 00	Place de la Résistance